

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/C.1/31/9
22 novembre 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE



NOV 26 1976

Trente et unième session
PREMIERE COMMISSION
Point 47 de l'ordre du jour

UN/SA COLLECTION

CONCLUSION D'UN TRAITE SUR L'INTERDICTION COMPLETE ET GENERALE
DES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES

Lettre datée du 22 novembre 1976, adressée au Secrétaire général
par le Premier Ministre adjoint des affaires étrangères de
l'Union des Républiques socialistes soviétiques

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du projet de traité révisé sur l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires, au titre du point 47 de l'ordre du jour de la trente et unième session de l'Assemblée générale.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale.

Le Premier Ministre adjoint des affaires
étrangères de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques,

(Signé) V. KUZNETSOV

Union des Républiques socialistes soviétiques :
projet de traité sur l'interdiction complète et
générale des essais d'armes nucléaires

Les Etats Parties au présent Traité,

Déclarant leur intention de parvenir au plus tôt à la cessation de la course aux armements nucléaires et à l'adoption de mesures efficaces dans la voie du désarmement nucléaire, ainsi qu'à la conclusion d'un accord de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Prenant en considération les appels de l'Assemblée générale des Nations Unies demandant la cessation des essais d'armes nucléaires dans tous les milieux,

Notant que l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires serait dans l'intérêt du renforcement de la paix et du ralentissement de la course aux armements et contribuerait au processus de détente internationale,

Réaffirmant que les avantages pouvant découler de toute application pacifique des explosions nucléaires doivent être accessibles aussi bien aux Etats dotés d'armes nucléaires qu'aux Etats non dotés de telles armes, conformément aux dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires 1/ et du présent Traité,

Notant la grande signification positive du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, qui a été signé à Moscou le 5 août 1963 2/.

Soulignant qu'il importe d'observer strictement le Traité susmentionné jusqu'à l'entrée en vigueur du présent Traité,

Cherchant à assurer à tout jamais l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires par tous les Etats,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

1. Chacun des Etats Parties au présent Traité s'engage à interdire, à empêcher et à s'abstenir d'effectuer toute explosion expérimentale d'arme nucléaire en tout lieu relevant de sa juridiction ou de son contrôle dans tous les milieux - dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique, sous l'eau et sous terre.

1/ Résolution 2373 (XXII) de l'Assemblée générale, annexe.

2/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 480, no 6964, p. 93.

2. Chacun des Etats Parties au présent Traité s'engage à s'abstenir de provoquer ou d'encourager l'exécution - ou de participer de quelque manière que ce soit à l'exécution - d'explosions nucléaires interdites au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE II

1. Le contrôle de l'application du présent Traité sera effectué par les Etats Parties, qui utiliseront les moyens de contrôle technique nationaux dont ils disposent, en conformité avec les normes généralement reconnues du droit international.

2. En vue de favoriser la réalisation des objectifs et l'application des dispositions du présent Traité, les Parties au Traité coopéreront à un échange international de données sismiques.

3. Si un Etat Partie au présent Traité a des doutes quant à la nature d'un phénomène sismique qui s'est produit sur le territoire d'un autre Etat Partie au présent Traité, il a le droit de soulever la question d'une inspection sur les lieux, de façon à s'assurer de la véritable nature de ce phénomène. L'Etat Partie au Traité qui a soulevé cette question doit fournir des motifs appropriés montrant la nécessité d'une inspection. L'Etat Partie à propos duquel des doutes sont exprimés sur la façon dont il respecte le Traité, reconnaissant l'importance de cette question, peut accueillir favorablement l'idée de conduire une inspection sur son territoire, à condition qu'il juge les motifs convaincants, ou peut prendre une autre décision. L'inspection en question est conduite conformément aux règles établies par l'Etat Partie où elle a lieu.

4. En vue de favoriser la réalisation des objectifs et l'application des dispositions du présent Traité, les Parties, en cas de besoin, se consulteront mutuellement et demanderont des renseignements auxquels il sera répondu de façon appropriée.

5. Tout Etat Partie au présent Traité qui constate que tout autre Etat Partie agit en violation des obligations découlant des dispositions du Traité peut porter plainte devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Cette plainte doit contenir toutes les preuves possibles en attestant le bien-fondé ainsi qu'une demande tendant à ce qu'elle soit examinée par le Conseil de sécurité. Le Conseil informe les Etats Parties au Traité des résultats de son examen.

ARTICLE III

1. Les dispositions de l'article premier ne s'appliquent pas aux explosions nucléaires souterraines que les Etats dotés d'armes nucléaires effectueront à des fins pacifiques sur le territoire relevant de leur juridiction et en application des accords en vertu desquels, conformément à l'article V du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les Etats non dotés d'armes nucléaires bénéficieront des avantages des applications pacifiques, quelles qu'elles soient, des explosions nucléaires.

/...

2. Les explosions mentionnées au paragraphe 1 du présent article seront effectuées selon les modalités suivantes :

a) Dans le cas des Etats non dotés d'armes nucléaires, conformément aux dispositions de l'article V du Traité sur le non-prolifération des armes nucléaires;

b) Dans le cas des Etats dotés d'armes nucléaires, conformément à une procédure qui sera arrêtée par un accord spécial au sujet duquel les Etats dotés d'armes nucléaires mèneront des négociations en tenant dûment compte des recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique à cet égard et qui sera conclu le plus tôt possible.

ARTICLE IV

Les dispositions du présent Traité ne portent pas atteinte aux engagements contractés par les Etats Parties au Traité en vertu d'autres accords internationaux.

ARTICLE V

1. Toute Partie au présent Traité peut proposer des amendements au Traité. Le texte de tout amendement proposé sera soumis aux gouvernements dépositaires, qui le communiqueront à toutes les Parties au Traité. Si un tiers des Parties au Traité ou davantage en font alors la demande, les gouvernements dépositaires convoqueront une conférence, à laquelle ils inviteront toutes les Parties au Traité pour étudier cet amendement.

2. Tout amendement au présent Traité devra être approuvé à la majorité des voix des Parties au Traité, y compris les voix de tous les Etats dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité. L'amendement entrera en vigueur, à l'égard de toute Partie qui déposera son instrument de ratification dudit amendement, dès le dépôt de tels instruments de ratification par la majorité des Parties, y compris ceux de tous Etats dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité. Par la suite, il entrera en vigueur à l'égard de toute autre Partie dès le dépôt de son instrument de ratification de l'amendement.

ARTICLE VI

1. Le présent Traité est ouvert à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé le Traité avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. Le présent Traité sera soumis à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès des Gouvernements d ... qui sont, par les présentes, désignés comme gouvernements dépositaires.

3. Le présent Traité entrera en vigueur dès le dépôt des instruments de ratification de ... gouvernements, y compris les gouvernements de tous les Etats dotés d'armes nucléaires.

/...

4. Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur du présent Traité, celui-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Les gouvernements dépositaires informeront sans délai tous les Etats qui auront signé le présent Traité ou qui y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du présent Traité et de la date de réception de toute demande de convocation d'une conférence des Parties au Traité ainsi que de toute autre communication.

6. Le présent Traité sera enregistré par les gouvernements dépositaires conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE VII

1. Le présent Traité a une durée illimitée.

2. Chaque Etat Partie au présent Traité, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, aura le droit de se retirer du Traité s'il décide que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du présent Traité, ont compromis ses intérêts suprêmes. Il devra notifier ce retrait à toutes les autres Parties ainsi qu'au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies avec un préavis de trois mois. Ladite notification devra contenir un exposé des événements extraordinaires que l'Etat en question considère comme ayant compromis ses intérêts suprêmes.

ARTICLE VIII

Le présent Traité, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé dans les archives des gouvernements dépositaires. Des copies dûment certifiées conformes du présent Traité seront adressées par les gouvernements dépositaires aux gouvernements des Etats qui auront signé le Traité ou y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé le présent Traité,

Fait à , en exemplaires, le
